



DIRECTION GENERALE  
DIRECTION DES ACHATS

***Système d'acquisition dynamique (SAD)  
Consultation n°2022-322/EdA/DA***

***FOURNITURE ET LIVRAISON D'EFFETS  
D'HABILLEMENTS ET D'EQUIPEMENTS MILITAIRES  
du 17/10/2022***

***Marché spécifique n°11 : fourniture d'équipements de  
protection balistique au profit des Forces Armées de  
Mauritanie***

***Lot n° 3 : équipements balistiques***

**Règlement de Consultation (RC)**

Annexe 1 : fiche identité fournisseur

Annexe 2 : situation du candidat vis-à-vis de la Russie

## CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La présente consultation est passée dans le respect des règles du code de la commande publique.

### ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Economat des Armées (EdA) - Direction Générale, sise 26 rue Delizy à PANTIN (93507 Cedex), ci-après l'EdA.

L'EdA met en ligne ses procédures de marchés sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### ARTICLE 2 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les questions complémentaires relatives à la procédure doivent être adressées au pouvoir adjudicateur via la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> cinq (5) jours ouvrés avant la date limite de réception des offres fixée à l'article 5.4.1 a) du présent document, auquel cas, il ne sera plus répondu aux questions posées par les candidats.

### ARTICLE 3 – OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

#### **3.1 Objet du marché spécifique**

La présente consultation vise à passer un marché spécifique qui porte sur la fourniture d'équipements de protection balistiques (lot 3), dans le cadre du système d'acquisition dynamique n°2022-322/EdA-DA.

Les équipements concernent la fourniture estimée de :

Plaque de protection balistique Niveau III+ NIJ 0101.06 - Taille M standard = trois cents (300) unités ;  
Porte-plaques avec panneau-avant de remplacement amovible = cent cinquante (150) unités.

**Les plaques de protection balistique doivent être compatibles avec le porte-plaques.**

Les quantités sont données à titre indicatif. Elles sont non contractuelles et peuvent évoluer à la baisse ou à la hausse. Les quantités sont confirmées au titulaire à la notification du marché lors de l'émission du bon de commande.

**Les fournitures classées figurant sur la Liste Militaire Commune (CML Common Military List) doivent provenir impérativement d'un des pays listés ci-dessous :**

Selon les règles de mise en œuvre de la FEP<sup>1</sup>, l'origine des matériels et équipements est soumise à des restrictions. Toute origine non comprise dans la liste ci-dessous est proscrite sous peine de non-conformité :

- Etats membres de l'UE ;
- Etats associés à l'UE : l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie Herzégovine, le Chili, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Géorgie, la Moldavie, le Mexique, le Monténégro, le Canada, Hong Kong, Israël, le Japon, Singapour, la Corée du Sud, la Suisse, Taiwan, le Royaume Uni, les Etats Unis d'Amérique et l'Ukraine.

Les offres ne répondant pas à ce critère impératif sont déclarées **non-conformes et ne sont pas analysées.**

---

<sup>1</sup> Facilité Européenne pour la Paix : instrument budgétaire européen à l'origine du financement du projet d'équipements.

L'ensemble des notices techniques des équipements souhaités figurent en annexe du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

La fourniture inclut l'achat, l'emballage, le chargement et la sécurisation de la marchandise dans un conteneur mis à disposition par l'EdA conformément à l'incoterm FCA locaux titulaire.

### **3.2 Forme et durée du marché spécifique**

Le marché spécifique est un marché global de fournitures.

Le marché spécifique prend la forme d'un marché global de fournitures passé sans minimum en quantité ou en valeur et avec un montant maximum de 250 000 € HT sur la durée totale du marché.

Le montant estimatif du marché s'élève à 200 000 € HT.

Le marché spécifique prend effet à compter de sa notification et s'achève après exécution complète et conforme de la prestation et paiement de la facture afférente.

## **ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Il est rappelé que l'ensemble des clauses du Cahier des Clauses Particulières du Système d'Acquisition Dynamique n°2022-322 s'applique au marché spécifique, objet de la présente consultation.

Les modalités d'exécution des prestations sont précisées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

## **ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES OFFRES**

### **5.1. Composition et modalités de retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**

Le DCE se compose des éléments suivants pour chaque lot :

- ☒ le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes ;
- ☒ l'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- ☒ le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe.

L'ensemble du dossier de consultation (RC, CCP, AE et leurs annexes) est disponible pour tout candidat par retrait sur le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le retrait du DCE est gratuit et est adressé uniquement aux titulaires du système d'acquisition dynamique (SAD) 2022-322.

### **5.2. Demande de renseignements complémentaires**

Les questions complémentaires relatives à la procédure sont adressées au pouvoir adjudicateur **uniquement** via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les demandes sont adressées, au plus tard, **sept (7) jours ouvrés avant la date limite de réception des offres**.

Le rappel de la question et la réponse sont transmis en retour **via le site internet, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite de réception des offres**.

Les renseignements complémentaires éventuels concernant le cahier des charges sont communiqués via le site internet par le pouvoir adjudicateur **5 jours ouvrés au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres**.

### **5.3. Forme juridique de la candidature**

Seuls les titulaires du système d'acquisition dynamique (SAD) 2022-322 sont autorisés à remettre une offre à la présente consultation. Les candidats doivent se présenter sous la même forme juridique que celle présentée dans le cadre du SAD 2022-322.

## **5.4. Formalisme requis dans le cadre de la remise de l'offre**

### **5.4.1 Informations préalables**

#### **a) Date Limite de Réception des Offres (DLRO) :**

Les offres sont à transmettre, au plus tard, le :

**30 mars 2026 – 12h00**

#### **b) Délai de Validité des Offres (DVO) :**

Les offres sont valables six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

### **5.4.2 Contenu du dossier de candidature**

Toute modification du dossier de candidature remis dans le cadre du système d'acquisition dynamique (SAD) 2022-322 doit faire l'objet d'une mise à jour. En cas d'absence de modification, le dossier de candidature n'est pas requis pour cette consultation.

### **5.4.3 Contenu du dossier d'offre**

Le dossier d'offre doit obligatoirement contenir les éléments ci-dessous :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à représenter la société ;
- l'annexe 1 à l'acte d'engagement **complétée mais non modifiée** en version xls et en version pdf signée ;
- l'annexe 2 au règlement de consultation « situation du candidat vis-à-vis de la Russie » complétée et signée ;
- les fiches techniques et le cas échéant les certificats de tests, les fiches de données de sécurité ;
- **une attestation précisant pour chaque matériel proposé :**
  - a)** le type et la catégorie de licence d'exportation requise le cas échéant ;
  - b)** toute contrainte, restriction ou obligation imposée par la réglementation (en matière de conditionnement et de transport notamment)
- une note relative aux recommandations fabricant quant aux conditions de stockage ;
- **l'origine des marchandises** proposées avec leur certificat d'origine (pays de fabrication) et la nationalité du fournisseur ;
- le point de départ, la durée et les conditions de garantie et d'échange des fournitures ;
- les délais de mise à disposition des marchandises ;
- le conditionnement et le colisage estimatif des marchandises ;
- l'adresse d'enlèvement des marchandises ;
- la présentation du service après-vente et des modalités d'intervention du support technique.

**Nota bene : le format des tableaux ne doit pas être modifié. Le soumissionnaire doit renseigner dans chaque cellule les informations demandées. Le soumissionnaire qui n'apporte pas toutes les informations requises voit son offre pénalisée. Si le soumissionnaire remet des documents dans une autre langue que le français, il doit joindre une traduction en français de ces documents.**

## **5.5. Conditions de remise des offres**

Les soumissionnaires proposent des fournitures et prestations qui répondent aux caractéristiques techniques décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

La présence de l'ensemble des documents demandés est indispensable à l'analyse de l'offre. L'acte d'engagement et ses annexes sont des documents impératifs : s'ils sont absents ou incomplets, l'offre est déclarée irrégulière. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au(x) soumissionnaire(s) concerné(s) de régulariser l(es) offre(s) irrégulière(s), dans un délai approprié et identique pour tous.

S'agissant des autres documents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer au soumissionnaire les informations ou documents manquants. La demande n'est pas réitérée et le soumissionnaire qui ne fournit pas la pièce réclamée ou les informations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur voit son offre rejetée.

## **ARTICLE 6 – EXAMEN DES OFFRES**

### **6.1. Examen et conformité des offres**

L'examen des offres se fait conformément aux articles R2152-1 à R2152-8 du code de la commande publique.

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au(x) soumissionnaire(s) concerné(s) de régulariser l'offre/les offres irrégulière(s), dans un délai approprié et identique pour tous.

### **6.2. Analyse des offres**

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées, le pouvoir adjudicateur procède à l'analyse et au classement des offres conformes.

Les origines des produits proposés sont jugées conformément à ce qui a été annoncé à l'article 3 du présent document.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énumérés ci-dessous :

#### **✓ Critère technique : 40 points**

La note sur la qualité technique (précision des fiches techniques produits, attestation, certificats, mode opératoire, SAV etc.) évaluée sur 40 points, est attribuée à partir du mémoire technique.

#### **✓ Critère financier : 35 points**

Le montant total, représenté par la multiplication du prix unitaire multiplié par les quantités indicatives, est évalué sur 35 points.

- Article 1 : plaque de protection balistique - niveau III+ : 20 points
- Articles 2 + 2.1 : porte-plaques avec panneau avant de remplacement amovible : 15 points

Le candidat proposant l'offre moins disante représenté par le montant total de l'offre, obtient la note maximale.

#### **✓ Délai : 25 points**

Le délai minimal de mise à disposition des marchandises (FCA- locaux du titulaire), à réception du bon de commande.

Après l'analyse des offres au regard des critères susmentionnés, une note totale sur 100 points est attribuée aux soumissionnaires. Le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note se voit attribuer le marché spécifique. En cas d'égalité, le critère technique est prépondérant.